



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Identité

Bernard Poignant
est maire de Quimper
depuis mars 2008.
Il préside également
la communauté
d'agglomération
de Quimper et le
Pays de Cornouaille.
Son engagement
européen l'a incité
à intégrer le Mouvement
Européen-France ;
il a été désigné
membre du bureau.

Quel gâchis et quel dommage ! Nombreux sont ceux qui auraient aimé parler de la France avec d'autres, quelle que soit leur nationalité. Ce n'est pas parce qu'une personne est étrangère qu'elle est un être humain étrange. Nous avons tous, d'un pôle à l'autre, notre part d'humanité commune. La peur n'a pas la même couleur mais le sang de la vie est toujours rouge.

Deux responsables à divers titre dans l'Etat en arrivent à se suspecter. Le Commissaire à la Diversité Yazid Sabeg juge « déversoir et défouloir » le débat ouvert par le Ministre de l'Identité. J'en arrive à rêver d'un autre démarrage pour cette réflexion somme toute intéressante. Imaginons de voir trois responsables en prendre ensemble l'initiative : le Commissaire à la Diversité et à l'Egalité des Chances, le Ministre de l'Intégration, de l'Immigration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire, le Ministre des Affaires Européennes. Cela aurait eu plus de gueule et ça aurait mieux recouvert notre réalité et notre histoire. Dans ce cas, inutile de mettre les Préfets dans l'embarras. Ils ont assez à faire avec la vaccination. Historiens, universitaires, sociologues auraient eu plaisir à s'engager. Au contraire, nombreux sont ceux qui se sont écartés.

Je ne sais pas si chaque Français a un problème d'identité, s'il se pose la question ou si elle lui est indifférente, je vois par contre qu'un des ciments de la France, l'Etat, est ébranlé de divers côtés. Il est pourtant à l'origine de la construction de la Nation, de Condorcet à Jules Ferry en passant par Napoléon, et la liste n'est pas close. Il est attendu comme le garant de la passion française la plus forte : l'égalité !

Or la mondialisation économique, le capitalisme financier, les pays émergents révèlent l'impuissance de l'Etat dans beaucoup de domaines. Dans l'affaire Michelin, Lionel Jospin avait dit et admis : « L'Etat ne peut pas tout. » Cette évidence économique s'est transformée en horreur politique. Nicolas Sarkozy a fait le fier à bras dans l'affaire Gandrange, il a dû en rabattre, sans l'admettre. On ne compose pas une identité sur des illusions.



L'Union Européenne exerce des compétences que la France a acceptées de lui transmettre. La souveraineté nationale est donc une souveraineté partagée. Même le pouvoir monétaire a été transféré, avec le consentement du peuple par référendum. Mieux vaut s'en recommander plutôt que chercher à s'en abstraire. On ne compose pas une identité sur des déceptions.

La décentralisation elle-même a retiré à l'Etat plusieurs de ses compétences confiées aux collectivités territoriales. Il y a donc des décisions qu'il ne peut plus prendre. Quand il annonce de grandes campagnes de ceci ou cela, leur succès repose sur de bonnes acceptations par ces collectivités. Nous l'avons voulu, nous devons donc nous en réjouir. On ne compose pas une identité sur des regrets ou des échappatoires.

L'Etat enfin est bourré de dettes et accablé de déficits. Sa marge de manœuvre s'en trouve limitée, ses éventuelles générosités contrecarrées. Il peut même devenir mesquin. S'il veut retrouver de la force, il a besoin de mettre de l'ordre dans ses finances publiques. C'est possible s'il le fait de façon juste. On ne conforte pas une identité sur une réalité faite d'inégalités.

Il y a là de quoi ébranler les certitudes les mieux assises. Même Barack Obama s'est glissé sur le terrain de notre débat dans le discours qu'il a prononcé à Oslo le 10 décembre 2009 en recevant son prix Nobel de la Paix : « Au fur et à mesure que le monde rapetisse, on pourrait penser qu'il est plus facile aux êtres humains de reconnaître à quel point ils sont semblables, de comprendre que nous voulons tous essentiellement la même chose. Et pourtant, vu le rythme étourdissant de la mondialisation, le nivellement culturel de la modernité, il n'est sans doute pas surprenant que les gens craignent de perdre ce qu'ils chérissent dans leur identité particulière. » Et il cite la race, la tribu, la religion. Notre tribu, c'est la France !

En même temps, il ne faut pas s'enfermer dans notre tribu. Depuis la fin du second conflit mondial, nous avons ouvert une autre fenêtre : l'Europe. Notre identité nationale doit se nourrir des Autres avec qui nous avons décidé de faire route commune. Quelque chose est à construire qui ne viendra pas tout seul. Depuis le 1er décembre, avec le Traité de Lisbonne, nous avons un nouveau cadre de travail. Il comporte une Charte des Droits Fondamentaux qui résume nos valeurs partagées. Faisons-la connaître comme nous voulons que soit connue « La Marseillaise » ! Un Français sera désormais pluriel en lui-même. On ne peut pas se prétendre un pays avec « mission universelle » et se replier, se réduire, se rétracter.